SCHORN-SCHÜTTE, Luise, *Aspekte der politischen Kommunikation im Europa des 16. und 17. Jahrhunderts. Politische Theologie – Res Publica-Verständnis – konsensgestützte Herrschaft*

Philippe Büttgen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/757>

DOI : 10.4000/ifha.757

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Philippe Büttgen, « SCHORN-SCHÜTTE, Luise, *Aspekte der politischen Kommunikation im Europa des 16. und 17. Jahrhunderts. Politische Theologie – Res Publica-Verständnis – konsensgestützte Herrschaft* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/757> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.757>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

SCHORN-SCHÜTTE, Luise, *Aspekte der politischen Kommunikation im Europa des 16. und 17. Jahrhunderts. Politische Theologie – Res Publica-Verständnis – konsensgestützte Herrschaft*

Philippe Büttgen

- 1 Ce recueil est présenté au lecteur comme un double manifeste : pour une « nouvelle histoire des idées » inspirée par les travaux de l'École de Cambridge (John G. A. Pocock, Quentin Skinner) sur l'histoire des langages politiques ; pour une révision des catégories de l'histoire politique de la première modernité, autour des notions de théologie politique, de républicanisme pré-moderne et de « pouvoir à support consensuel », en vue de desserrer l'étau d'une histoire longtemps écrite du point de vue exclusif de la souveraineté absolue (voir dans le présent Bulletin la synthèse par Stefan Brakensiek des recherches sur la konsensgestützte Herrschaft). Les deux causes paraissent s'enchaîner naturellement. D'où vient pourtant que la jonction ne se fasse ici qu'avec peine, et que la clarté du propos s'en trouve affectée ? La place stratégique des suppléments de la Historische Zeitschrift dans la discussion allemande, le sérieux, aussi, de la plupart des contributions réunies par L.S.-S., font qu'il vaut la peine de s'arrêter sur cette question.
- 2 La notion présentée comme fédératrice est celle de « communication politique aux XVIe et XVIIe s. », mais celle-ci fait l'objet, chez ceux qui s'en servent effectivement, de définitions différentes. Tantôt la Kommunikation décrit le processus de « transfert » de « modèle[s] d'interprétation » du politique les uns dans les autres, et renvoie donc à la question du changement dans les paradigmes intellectuels (L.S.-S., d'après I. Hampshire-Monk, p. 6-7), tantôt elle désigne les échanges effectifs d'information entre

les acteurs politiques, dans une approche qui se veut moins centrée sur les systèmes de pensée que sur les actions des individus à l'intérieur des espaces de pouvoir (W. MAGER, p. 15-16). La « communication » ne permet donc pas d'unifier la perspective, ni même d'apporter un éclairage nouveau sur les méthodes de la Cambridge school, dont la présentation demeure le plus souvent dans le flou. On ne se contentera pas d'une consigne du type : « [Le] nouvel intérêt porté à la question de la langue et des contextes intellectuels implique que l'étude des idées politiques ne doit pas seulement porter sur des penseurs particuliers, mais bien plutôt sur des traditions » (M. VAN GELDEREN, p. 284) : toute bonne histoire des idées a toujours fait cela, avec des résultats souvent plus probants que le rapide survey des écoles de science politique allemande et néerlandaise aux XVIe-XVIIe s. qui est proposé sous cet exergue. Deux articles sur la théologie politique et les théories du droit de résistance dans l'Angleterre des Stuarts (R. G. ASCH et R. VON FRIEDEBURG) illustrent de manière plus convaincante ce à quoi l'on peut parvenir en appliquant l'idée skinnérienne des « political languages » à des corpus précis et nouveaux, touchant à la différence des « cultures politiques de la maîtrise des conflits confessionnels » entre l'Angleterre et le Continent (R. von Friedeburg, p. 151-152). Il resterait à élucider le rapport entre les « langages politiques » simultanément utilisés et ce que toute histoire intellectuelle bien faite sait identifier à travers les effets produits par la diversité des genres textuels (R. G. Asch, p. 127-128).

- 3 La solution de l'énigme que constitue le sujet du recueil ne viendra pas de la distinction proposée par L.S.-S. entre la « neue Ideengeschichte » et la supposément ancienne histoire des concepts (Begriffsgeschichte, p. 5-6), dès lors que c'est de cette dernière que se réclame explicitement la très ample étude introductive (110 pages) de W. Mager sur l'organisation politique des villes de l'Empire. À moins que ce ne soit la différence des historiographies qui explique, sans le dire, le scepticisme de Mager quant à la conceptualité à l'aide de laquelle la « nouvelle histoire des idées » entend ici faire ses preuves : malgré le gouvernement autonome des villes et le rôle cardinal joué par les Conseils urbains – tout ce qui depuis les travaux de Heinz Schilling est pointé sous l'appellation de Stadtrepublikanismus –, on ne peut selon lui parler de « républicanisme » dans l'Empire, et la variante de « pouvoir à support consensuel » exercé par les Conseils urbains (« konsensgestütztes Ratsregiment », p. 17) apparaîtra difficilement assimilable à un élément précurseur de la séparation des pouvoirs et de la démocratie représentative contemporaine (p. 83-84).
- 4 À vrai dire, seule L.S.-S. parvient à donner une idée de l'épaisseur propre à un langage politique donné, à travers la présentation des recherches qu'elle a conduites sur la politica christiana et la doctrine des trois ordres dans le discours de légitimation de plusieurs groupes sociaux entre l'Interim de 1548 et le début de la guerre de Trente Ans. L'étude d'un argumentaire politique partagé entre juristes, théologiens, bourgeoisie des villes, voire princes territoriaux, fait entrevoir l'insertion possible de la « nouvelle histoire des idées » dans une histoire plus compréhensive. L'étude par W. E. J. WEBER de la littérature consacrée à la même époque au métier alors nouveau du Politicus, ses vertus et ses devoirs, marque bien l'unité d'un genre, mais ne va pas au-delà d'une énumération de ses thèmes récurrents.
- 5 Il faut donc faire le constat d'un échec au moins provisoire de l'importation de la New Intellectual History sur le Continent, en dépit de l'inquiétude de l'éditrice devant le risque de manquer la « connexion avec les recherches anglo-saxonnes sur la structure de la communication politique » (p. 3). Les raisons de cet échec tiennent sans doute

davantage à la manière dont cette importation était envisagée qu'à la New Intellectual History elle-même. S'il est vrai que les travaux de Skinner et Pocock sur Florence et Machiavel dispensaient ici de se tourner vers l'Italie (ce qui rendait inutile l'article de P. SCHIERA sur Thomasius, la Frühaufklärung et le « rapport entre la Renaissance italienne et la Réforme protestante » [p. 332]), la concentration du propos sur l'Europe du Nord et dans une moindre mesure l'Europe centrale tendait un piège, et pas seulement pour la « perspective européenne générale » qui est annoncée comme celle du recueil (p. 9). Une fois de plus, W. Mager se distingue en signalant les risques encourus par toute discussion sur le républicanisme moderne qui contourne la France et les États-Unis (p. 57-72). Les décennies 1770-1800 se trouvent certes en dehors de la période couverte par le volume, mais s'agissant de république, même « pré-moderne », il faut une certaine confiance dans les pouvoirs de la théorie pour considérer que les événements qui se produisirent alors ne façonnent pas jusqu'à aujourd'hui nos manières de penser ceux qui les ont précédés : pour éviter l'anachronisme, il faut d'abord en avoir aperçu et défini le danger.

- 6 La remarque ne relève pas seulement d'une géopolitique de la science européenne : elle est aussi, simplement, politique. Après tout, l'École de Cambridge est bien passée par Florence pour revisiter la « tradition républicaine atlantique », et le « républicanisme » dont ses membres se sont faits les porte-parole dans la discussion contemporaine a jusqu'ici eu peu à voir avec les débats français (voir toutefois sur ce point les travaux récents de Jean-Fabien Spitz et de Serge Audier). Mais il s'est bien agi, et il s'agit toujours, d'une discussion politique, en prise sur les évolutions du monde anglophone depuis la fin des années 70. L'enquête menée depuis trente ans sur les racines du libéralisme politique possède une force polémique qui interdit de voir dans la New Intellectual History une proposition méthodologique de plus, ou une offre nouvelle sur le grand marché européen de la théorie. Le recueil de la *Historische Zeitschrift* montre à sa manière qu'il y a des risques, pour le coup proprement historiographiques, à oublier cela.
- 7 On risquera donc cette proposition : l'histoire des idées ne vaut que lorsqu'elle est au service d'une idée plutôt qu'au service d'elle-même, sous couvert de discussion méthodologique. Au service d'une idée, c'est-à-dire du travail historique que cette idée requiert pour être comprise et, éventuellement, réutilisée : entre lucidité politique et lucidité historiographique, le chemin est souvent plus court qu'on ne croit. « Républicanisme » et konsensgestützte Herrschaft ne sont pas des échantillons de laboratoire pour une « nouvelle histoire des idées » ; c'est bien davantage à l'histoire des idées, nouvelle ou pas, de mesurer ses propres atouts et faiblesses en vue de la compréhension de la politique pré-moderne. Par là, c'est aussi le passage d'une histoire écrite en termes de concepts à une histoire écrite en termes d'objets qui commence à s'ouvrir. Seule la plus décidée des misologies – celle avec laquelle, on le concèdera à L.S.-S., l'histoire des idées est souvent accueillie dans la communauté historienne, on ajoutera : surtout en France – permettra d'affirmer que l'histoire des contenus intellectuels n'a aucun rôle à jouer dans ce passage. Encore faut-il que cette histoire, au moment de sa renaissance, ne se pose pas immédiatement en nouvelle histoire totale ou en remède théorique universel. « Words are deeds », sans aucun doute (p. 5) ; au-delà du slogan de Cambridge, il reste toutefois beaucoup d'actions qui ne furent pas des mots, ou qui, si elles passent à travers les mots du passé, n'acquièrent de consistance que dans les mots de l'historien qui les reconstitue. L'étude de la politique pré-moderne possède une incontestable dimension théorique, ou plutôt : son objet même est pris en

partie dans l'élément de la théorie ou, pour parler en termes d'époque, de la doctrine – laquelle du reste ne prend pas nécessairement la forme du système ou du traité savant, comme le montre ici l'intéressant article de M. G. MÜLLER sur la Rzeczpospolita polonaise au temps de l'union avec la Lituanie. L'histoire des idées devrait pouvoir abandonner la vieille tautologie de la « spécificité » des idées (qu'est-ce qui n'est pas spécifique ?) au profit d'une pratique raisonnée de sa propre limitation, c'est-à-dire de sa mise en relation avec tout ce qui, dans le passé, échappe à l'opération théorique, et fait d'autant mieux ressortir celle-ci dans sa singularité de construction intellectuelle et de fait social. Ce faisant, le traitement de ces entités historiques étranges que sont les idées pourra faire appel aux techniques et compétences qui sont les siennes, assumer ses propres méthodes, en un mot : être lui-même, sans regretter de ne pas être tout.

8 Philippe BÜTTGEN (Centre National de la Recherche Scientifique/ MHFA)